

*Conférence de presse du vendredi 10 juillet 2020*

**Présentation du plan d'investissements du Pays**

*Intervention de M. le Président de la Polynésie française*

Mesdames et Messieurs les chefs d'entreprise du BTP,

Mesdames et Messieurs les journalistes,

Mesdames et Messieurs,

Chers amis,

Bonjour à tous, je vous remercie d'avoir répondu à mon invitation.

L'économie polynésienne vit, ce n'est un secret pour personne, des moments difficiles. Pour éviter une crise sanitaire majeure et préserver la santé des Polynésiens, nous avons été contraints de solliciter des autorités de l'Etat des mesures de confinement strict. Il fallait le faire et je ne le regrette pas : cela nous a permis d'enregistrer zéro décès et donc d'éviter le pire. Il faut s'en féliciter.

Mais cela a eu un prix. Quelques semaines de confinement total et, surtout, l'absence de toute liaison aérienne commerciale durant plus de quatre mois, ont obligé de nombreuses entreprises à arrêter partiellement voire totalement leur activité, avec les conséquences sociales que l'on sait.

Si la situation demeure fragile pour les secteurs les plus exposés, je constate que la majeure partie des entreprises renoue avec l'activité et l'emploi depuis le mois de mai. En ce sens, je tiens à saluer les efforts et l'esprit de responsabilité qui animent les chefs d'entreprises, du BTP en particulier. Vous avez connu un mois d'avril compliqué mais vous

avez persévéré et cette persévérance a payé dès le mois de mai, les chiffres de l'emploi en attestent.

Vous incarnez la résilience et le rebond polynésiens ; je souhaite la même trajectoire pour l'ensemble des entreprises du Fenua.

Dès le début du confinement, nous avons anticipé les problèmes auxquels nous sommes aujourd'hui confrontés. Avec un premier collectif budgétaire nous avons mobilisé tous nos moyens financiers afin de faire face aux premières urgences. Comme notre Vice-président l'indiquait tantôt aux élus de l'Assemblée, ce sont d'ores et déjà plus de 11 milliards de F. d'argent public qui ont été dépensés pour les équipements de santé, les premières mesures sociales, le soutien aux entreprises mises en difficulté par cette crise... Dans le cadre du plan de sauvegarde de l'économie.

Nous ne sommes pas au bout de nos peines : sur le plan économique, les experts assurent que le plus dur reste probablement à venir.

Il va donc falloir, ensemble, mobiliser toutes nos énergies et nos moyens pour que nos entreprises puissent maintenir puis redresser leur activité, pour préserver le maximum d'emplois et aussi pour garantir la solidarité envers tous les Polynésiens, en particulier ceux qui sont touchés dans leur quotidien par cette crise aussi brutale qu'inédite.

Soyez assurés que le gouvernement reste pleinement mobilisé. Un plan de relance est en cours de finalisation, cela demande du temps pour la concertation. Il viendra compléter les mesures d'urgence déjà en place afin de soutenir, dans l'année qui vient, notre économie et pallier les difficultés sociales. Il vous sera présenté dans le courant du mois d'août.

Mais on ne part pas d'une page blanche : des choses existent déjà. En plus des mesures d'urgence, que je viens d'évoquer, il y a les mesures fiscales d'allègement dont certaines viennent d'être adoptées par

notre Assemblée. Il y a aussi la mobilisation des moyens d'investissement du Pays, déjà inscrits dans le budget 2020.

Grâce à notre gestion budgétaire saine et rigoureuse des deniers publics durant les années passées, nous avons pu dégager des capacités d'investissement importantes. Il s'agit, aujourd'hui, de les mobiliser au mieux et très rapidement. Vous connaissez aussi l'adage : quand le bâtiment va ... Chacun sait le rôle joué par la commande publique quand l'activité privée est en berne. Je ne vais donc pas vous faire un cours...

Il y a beaucoup d'opérations engagées mais nos entreprises manquent de visibilité, notamment les entreprises du BTP. C'est pourquoi j'ai souhaité cette rencontre.

Je souhaite et, avec moi, l'ensemble du gouvernement aussi souhaite que l'on aille vite. Chacun mobilise donc les moyens dont il dispose déjà et dynamise ses troupes administratives autour d'un seul objectif : accélérer la commande publique.

Nous avons pris des dispositions juridiques, en matière de marchés publics, en matière de procédures administratives pour cela.

Nous vous présentons aujourd'hui un état des lieux précis de notre campagne d'investissement : ce qui est en cours pour 2020 et aussi ce qui se prépare au-delà.

Parlons déjà de ce qui est en cours.

Le Pays engagera, d'ici la fin de l'année, plus de 61 milliards de F. d'investissements. 61 milliards de commandes, de notifications de marchés, de travaux qui ont déjà commencé ou qui commenceront d'ici décembre ...

17 milliards sont consacrés au logement social, près de 3 milliards aux équipements touristiques, autant aux bâtiments publics ou au secteur de l'agriculture, 4 milliards pour les équipements culturels, etc., etc. ...

Ça, c'est du réel, c'est du concret. Il s'agit d'engagements : ce ne sont pas seulement des autorisations de programmes pour l'avenir, pour demain, ou après-demain. Les crédits sont votés, les appels d'offres ont abouti, les marchés sont notifiés aux entreprises ou le seront bientôt. Ce sont des travaux qui ont déjà démarré ou qui vont démarrer là, maintenant, avant la fin de cette année.

Nous prévoyons de liquider d'ici décembre près de 21 milliards de crédits de paiement pour régler les factures des travaux achevés. Cela correspond à 21 milliards d'argent public directement injectés dans l'économie d'ici la fin de l'année.

Les ministres détailleront tout à l'heure toutes les opérations concernées. Vous y reconnaîtrez, je pense, les chantiers et les grues que vous croisez quotidiennement sur Tahiti mais aussi dans les autres îles ...

Concernant l'avenir proche, c'est-à-dire 2021, nous avons aussi des projets bien engagés, pour lesquels toutes les études préalables ont déjà été réalisées. Nous lancerons ainsi, avant la fin de l'année, des appels d'offres pour plus de 25 milliards. 6 milliards en juillet, 6 milliards en août, 2,5 milliards en septembre, et ainsi de suite. Là encore, il s'agit de chantiers de construction de logements, de routes, de ponts, de darses, ou d'aménagement touristiques, d'agriculture, de pêche, de patrimoine culturel, à Tahiti mais aussi dans les autres îles.

Des projets pour améliorer la vie des Polynésiens et aussi pour leur donner du travail...

Là non plus je ne rentrerai pas dans les détails et laisserai le soin à chaque ministre de présenter ses opérations.

Comme je le disais tout à l'heure, le gouvernement s'engage à mobiliser le plus rapidement possible toutes ses ressources d'investissement afin de donner du travail aux entreprises, à leurs salariés et leur permettre même d'embaucher autant que nécessaire.

Nous nous organisons pour y parvenir. J'ai demandé au Vice-président de réunir, aussi souvent que possible, l'observatoire du BTP afin d'assurer un suivi rapproché des grands chantiers, desancements des appels d'offres et de la mise en œuvre effective des projets d'investissement.

Outre l'observatoire du BTP, nous allons mettre en place un comité de pilotage des investissements publics Etat – Pays – Communes afin d'accroître le partenariat entre les collectivités, de piloter les instruments financiers et de définir les priorités post Covid-19.

Parallèlement un groupe de travail interministériel va suivre l'ensemble des autorisations administratives portant sur les projets d'investissement publics ou privés afin d'apporter de la fluidité dans les procédures administratives notamment de permis de construire et d'établissement classés.

Je peux vous garantir que la puissance publique fera toute sa part d'efforts, au maximum de ses moyens ; dans cette crise, la puissance publique ne pourra pas tout. Je tiens donc à assurer les autres acteurs économiques, je veux parler des ménages et des entreprises, du soutien du gouvernement, pour supporter cette crise et les accompagner dans leurs projets d'investissement. Ce sera l'objet du plan de relance. Le gouvernement ne baisse pas les bras : je garde confiance en l'avenir de notre Pays et en notre capacité collective à faire face aux difficultés.

Je cède maintenant la parole au VP et aux ministres pour vous présenter le détail de notre plan de campagne pour l'investissement.